

**Double front, double itinérance :
Le Président Emmanuel Macron dans le Nord-Pas-de-
Calais
Cérémonie de commémoration du 8 novembre 2018, Notre-
Dame de Lorette**



Par Amélie Grysole, sociologue. Post-doctorante au Centre d'études de l'emploi et du travail (CNAM). Docteure rattachée au Centre Maurice Halbwachs



La Tour Lanterne et la basilique de la Nécropole de Notre-Dame de Lorette

Le mois de novembre 2018 vient clore le troisième cycle commémoratif du Centenaire de la Grande Guerre avec la célébration du Centenaire de l'Armistice. L'année 2014 avait représenté le premier cycle commémoratif complet orchestré par l'Etat. Le deuxième cycle commémoratif - décentralisé et triennal (2015-2017) - avait ensuite été conçu pour les régions, même si les conceptions évoluèrent (certaines

cérémonies prirent un caractère national comme à Verdun ou au Chemin des Dames). L'Etat « reprend » en charge l'organisation du troisième cycle commémoratif du Centenaire tout au long de l'année 2018, dont la semaine du parcours présidentiel sur la ligne de front, sobrement appelée « l'itinérance mémorielle », doit se conclure par une commémoration mondiale du 11 novembre à l'Arc de Triomphe, « évènement-monde »¹ où la France se fera « l'hôte du monde entier »².

La semaine d'itinérance mémorielle du 4 au 9 novembre 2018 du président Emmanuel Macron, qualifiée par les journalistes de « marathon mémoriel », ou encore par d'autres d'« errance mémorielle », a eu une métropole Strasbourg pour point de départ, pour ensuite sillonner plusieurs hauts lieux de la mémoire de la Première Guerre mondiale dans les campagnes du Nord et de l'Est de la France, et enfin s'achever à Péronne³. Joseph Zimet, directeur de la mission Centenaire, explique sur le réseau social Twitter qu'« une trame assez complexe a été dessinée », un « entrelacs mémoriel, économique et social » avec cette « grande traversée des régions grand-Est et des Hauts-de-France »⁴. L'objectif affiché de ce déplacement d'une semaine était de renouer avec les Français, avec les élus locaux, et de rehausser la côte de popularité du Président dans les sondages. Isabelle Veyrat-Masson, sociologue des médias, explique que le chef de l'état a cherché à « enlever le côté guindé de la mémoire et retrouver le lien avec la population », car Emmanuel Macron a « un ennemi, c'est l'image qui lui est collée sur le front, qu'il est le Président des riches », image dont il a cherché à se défaire « en allant au même niveau physique que le peuple ».⁵

Ce compte-rendu de la journée de commémoration du 8 novembre 2018 propose d'analyser l'itinérance mémorielle du Président de la République comme celle d'une double itinérance sur un double front. Ce déplacement est particulièrement marqué par une volonté de « contact » avec les citoyens français, dix-huit mois après les élections présidentielles et après plusieurs réformes impopulaires. D'une part, le site de Notre-Dame de Lorette, sur la ligne de front de la Grande Guerre, symbolise la mort de masse qui a frappé l'ensemble des combattants, ici au cours de la bataille de l'Artois de 1915. Le plus grand cimetière

¹ Nicolas Offenstadt, « Pratiques contemporaines de la Grande Guerre en France. Des années 1990 au centennaires », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, vol. 113-114, 2014, pp.91-99. p.96.

² Voir p. 9 du rapport de Joseph Zimet au Président de la République : « Commémorer la Grande Guerre (2014-2020) : propositions pour un centenaire international » (septembre 2011), en ligne : http://centenaire.org/sites/default/files/references-files/rapport_jz.pdf. Joseph Zimet mettait fortement en avant dans ce rapport l'importance des deux dimensions, locale et internationale, des commémorations de la Grande Guerre. « L'épilogue du Centenaire » viendra clore le Centenaire de la Grande Guerre en 2019-2020 avec la commémoration du traité de Versailles et des sorties de guerre.

³ Mis à part Strasbourg, aucune métropole n'est au programme du déplacement présidentiel. Il s'agit d'un « choix délibéré » de l'Élysée pour démontrer qu'Emmanuel Macron n'est ni le Président des riches, ni le Président des villes. Voir en ligne : https://www.lemonde.fr/emmanuel-macron/article/2018/11/04/centenaire-du-11-novembre-emmanuel-macron-sur-les-traces-de-la-grande-guerre_5378591_5008430.html

⁴ Joseph Zimet, le 9 novembre sur le tweeter de l'Élysée (@Elysee)

⁵ La journaliste Laurence Duprat présente le décryptage de la semaine d'itinérance mémorielle le samedi 10 novembre 2018 sur BFMTV. Voir en ligne : <https://www.bfmtv.com/mediaplayer/video/florence-duprat-1116263.html>

militaire français, qui s'étend sur treize hectares, est implanté dans la petite commune d'Ablain-Saint-Nazaire du département du Pas-de-Calais. D'autre part, l'ancienne région du Nord-Pas-de-Calais a subi depuis plusieurs décennies le front de la désindustrialisation et du capitalisme global, en faisant l'expérience tour à tour des crises des mines, du textile et de la sidérurgie. A ce double front de guerre et de crise, le déplacement présidentiel répond par une itinérance mémorielle et officielle au cours des cérémonies du centenaire, ainsi qu'une itinérance parallèle, économique et sociale, en dehors des cérémonies et au contact de la population. Cet article offre une restitution de la cérémonie commémorative de Notre-Dame de Lorette en trois temps : une analyse des événements politiques et sociaux qui ont précédé la cérémonie, une présentation des gardes d'honneur et de l'ambiance avant la cérémonie officielle, une description chronologique et contextualisée du déroulé de la cérémonie commémorative en elle-même.

1/ Le contexte politique de la cérémonie du 8 novembre à Notre-Dame de Lorette

La présence présidentielle à la cérémonie de commémoration du Centenaire sur le site de Notre-Dame de Lorette est à replacer dans un contexte politique chargé. D'abord, la veille de cette cérémonie, le Président Emmanuel Macron déclare qu'il honorera les huit Maréchaux de la Grande Guerre aux Invalides le 10 novembre, dont le Maréchal Pétain, déclenchant ainsi une intense polémique. Ensuite, le Président arrive à Ablain-Saint-Nazaire après avoir visité les salariés et le PDG de l'usine Renault de Maubeuge. Le Président a donc choisi, dans une région dévastée par le chômage, de rendre visite à une entreprise en pleine expansion (assemblage des voitures Kangoo), plutôt que l'aciérie Ascoval où il était attendu⁶. C'est finalement son Ministre de l'économie Bruno Lemaire qui s'est rendu sur le site de Saint-Saulve, menacé de fermeture. Le Président qui souhaitait « aller au contact » des Français a également dû éviter les rencontres avec de nombreux « gilets jaunes » en colère qui commencent à s'organiser en vue de la grande opération de blocage programmée pour le 17 novembre 2018.

Le Maréchal Philippe Pétain, l'invité inattendu de l'itinérance mémorielle

Le quiproquo sur le Maréchal Pétain remonte au 18 septembre 2018, lorsque la Mission du Centenaire 14-18 mentionne dans un dossier de presse une « cérémonie d'hommage aux maréchaux de la Grande Guerre à l'Hôtel national des Invalides »⁷. Il est alors précisé dans le programme national commémoratif 2018 que « cette cérémonie, organisée par l'état-major des armées et le gouverneur militaire de Paris, se tiendra en présence du Président de la République » et qu'« il s'agira de rendre hommage aux huit maréchaux qui ont dirigé les combats pendant la

⁶ Le Président « pourrait rendre visite aux ouvriers de l'aciérie Ascoval, toujours en attente d'une offre de reprise ». Voir en ligne, France Inter le 4 novembre 2018 : <https://www.franceinter.fr/politique/11-novembre-emmanuel-macron-se-lance-dans-un-periple-des-lieux-de-la-grande-guerre>

⁷ En ligne : <https://www.nouvelobs.com/politique/20181108.AFP8535/polemique-sur-petain-communication-chaotique-et-retropedalage.html>

Première Guerre mondiale, œuvré pour la victoire finale tout au long de la guerre, et dont cinq sont inhumés aux Invalides ». Les détails de cette cérémonie sont ensuite retirés du site internet de la Mission du Centenaire et de celui de l'Education nationale⁸.

Le 18 octobre 2018, la cellule de communication de l'Élysée déclare que le Président n'y assistera pas, tout en précisant qu'il est important de célébrer les « victoires » et les « chefs parfaitement dignes »⁹. Emmanuel Macron sera finalement représenté par l'amiral Bernard Rogel, son chef d'état-major particulier.

La polémique s'enflamme ensuite le mercredi 7 novembre 2018, lorsque le Président Emmanuel Macron déclare au cours d'une étape de son parcours mémoriel dans les Ardennes, qu'il est légitime de rendre hommage aux maréchaux, Pétain y compris. Interrogé sur ce sujet, le chef de l'Etat précise sa position : « je ne fais aucun raccourci mais je n'occulte aucune page de l'histoire » car Pétain peut avoir été un « grand soldat » pendant la guerre 14-18 et avoir « conduit des choix funestes » pendant la Seconde Guerre mondiale.

L'opposition de droite comme de gauche semble scandalisée¹⁰. Le porte-parole du Parti socialiste Pierre Juvet tweete ainsi : « Mais quel dégoût ! », « Pétain, l'homme de Vichy, de la collaboration avec Hitler, de la rafle du Vél d'Hiv aura droit samedi à un hommage national. Mettre à l'honneur cet homme condamné à l'indignité nationale en 1945 est une honte et une insulte pour l'histoire de notre pays. ». Jean-Luc Mélenchon, Boris Vallaud, Ian Brossat dénoncent une tentative de « réhabilitation » du Maréchal Pétain. Pour Adrien Quatennens, député de la France Insoumise, « l'Histoire est complexe, comme les hommes, mais la personne du Maréchal Pétain n'est pas sécable »¹¹. Le président du CRIF Francis Kalifat s'est également dit « choqué » par les déclarations d'Emmanuel Macron car « honorer Pétain, c'est nier sa responsabilité » dans la déportation des Juifs. Le sénateur membre des Républicains Alain Houpert déclare qu'« un passé glorieux n'efface pas les horreurs de 1939-1945 » et qu'« il n'y a rien de pire dans l'histoire que les trous de mémoire ! ».

Le jour même dans la soirée, l'Élysée déclare sur Twitter, que seuls les maréchaux « présents » (enterrés) aux Invalides - Foch, Lyautey, Franchet d'Esperey, Maunoury et Fayolle - seront honorés ce samedi 10 novembre :



⁸ Ibid.

⁹ Ibid.

¹⁰ Voir en ligne : https://www.lemonde.fr/emmanuel-macron/article/2018/11/07/le-marechal-petain-un-grand-soldat-malgre-des-choix-funestes-selon-macron_5380116_5008430.html

¹¹ En ligne : <https://www.bfmtv.com/politique/pour-adrien-quatennens-l-itinerance-memorielle-d-emmanuel-macron-est-devenue-uneerrance-memorielle-1561871.html>

Le porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux déclare également dans la soirée, sur sa page Facebook : « Aucun hommage ne sera rendu à Pétain samedi. Il n'en a jamais été question. Nous avons annoncé que nous honorerions les maréchaux de la Grande Guerre. Certains en ont déduit que Pétain en faisait partie ; ce n'est pas le cas ». « Les maréchaux dont l'honneur n'a pas été entaché, ceux-là, et ceux-là seuls, recevront l'hommage de la République ». La communication est chaotique. Quelques jours plus tôt, le 30 octobre, la Ministre des Armées Florence Parly, interviewée par le journaliste Jean-Jacques Bourdin, avait déjà déclaré sur BFMTV : « l'Etat-major n'a jamais imaginé rendre hommage au Maréchal Pétain », « il n'en a jamais été question », « L'Etat-major a souhaité rendre (...) hommage à des maréchaux qui sont aux Invalides, le Maréchal Pétain n'est pas aux Invalides ».¹² Enfin, le lendemain de ses propos jugés scandaleux, le jeudi 8 novembre à Maubeuge, le chef de l'Etat fait volte-face également. Il dénonce une « fausse polémique » et déclare qu'« il n'a jamais été question d'avoir une célébration individuelle ».

Dans l'émission 24h Pujadas du 7 novembre 2018 sur LCI, Nicolas Offenstadt explique : « On nous rabat au culte du chef militaire, ça me paraît du point de vue mémoriel assez régressif »¹³ et annonce que pour la première fois depuis le début du Centenaire en 2014, il y aura un « conseil spécial », une « convocation exceptionnelle des historiens du Centenaire » pour le lendemain (le 8 novembre), démontrant ainsi une prise de position du Président qui, loin d'être anodine, préoccupe. N. Offenstadt explique qu'il ne faut pas confondre histoire et mémoire, et que la mémoire doit servir à « valoriser des parties de l'histoire dans une société donnée ». Il a été dit ces derniers jours que De Gaulle, Giscard d'Estaing et Mitterrand avaient tous les trois fleuri la tombe de Philippe Pétain, ce à quoi N. Offenstadt répond que « la mémoire c'est quelque chose de vivant, ça évolue (...) la question qui se pose est quelle mémoire a-t-on envie de défendre au XXIème siècle. A-t-on envie de rendre un hommage légitime à Pétain, pour reprendre les mots d'Emmanuel Macron ? ». Le Maréchal Pétain est avant tout « associé au régime de la collaboration avec les nazis », pour conclure : « le Président de la République n'est pas historien, il est là pour dire les valeurs d'une société ».

Par ailleurs, la prise de position d'Emmanuel Macron rentre en contradiction avec l'objectif affiché de célébrer le « centenaire de tous les français »¹⁴. N. Offenstadt précise : « Une commémoration doit être un moment pédagogique, un moment de clarté, or là le Président entretient la confusion, il nous explique qu'il faut faire une commémoration de paix, une commémoration internationale, qu'il faut prendre en compte la diversité des expériences, qu'il faut mettre au centre le poilu, qui est de fait le vrai héros de la Grande Guerre (...) et puis tout d'un coup ressortir le culte du chef et en plus le culte du chef le plus contesté ». Le vendredi 9 novembre

¹² <http://discours.vie-publique.fr/notices/183002177.html>

¹³ Voir en ligne : <https://www.lci.fr/replay/24h-pujadas-l-info-en-questions-replay-du-mercredi-7-novembre-2018-2103844.html>

¹⁴ En ligne : <http://www.centenaire.org/fr/dans-le-monde/annonce/la-video-de-lancement-du-programme-2018-du-centenaire>

2018, dans l'émission Arrêt sur images¹⁵, Daniel Schneidermann analyse à nouveau, avec les historiens N. Offenstadt et André Loez, ce tollé politique provoqué par l'« invité inattendu de l'itinérance mémorielle ». Le journaliste demande s'il n'y aurait pas eu un « bras de fer de l'Etat-major et de l'Elysée ». Les historiens ne tranchent pas sur cette question mais N. Offenstadt explique qu'il y a une « cristallisation d'une mémoire pétainiste à Verdun ». Il rappelle qu'en 1973, une action commando (qui a échoué) avait tenté de déterrer le corps de Philippe Pétain de l'île d'Yeu avec l'objectif d'enterrer son corps à Verdun. N. Offenstadt explique encore que la mémoire majoritaire de la Grande Guerre met en valeur le soldat inconnu dans lequel peuvent se reconnaître des millions de personnes, qui symbolise une guerre de masse, une guerre de citoyens armés. André Loez ajoute que « c'est quand même la première fois (...) [qu'] un conflit impose autant à la mémoire de l'individu ordinaire, qui du coup ne se reconnaît pas forcément dans ses maréchaux, ses généraux. »

Enfin dans un contexte européen où Emmanuel Macron se positionne comme incarnant le barrage progressiste contre les nationalismes européens et notamment contre Viktor Orban, soutenir un chef militaire français de la Grande Guerre équivaut également à mettre en valeur la victoire de la France. Pourtant, l'Elysée avait explicitement fait le choix de célébrer les nombreux morts, côté « gagnants » et côté « perdants », toutes nationalités confondues. Comme l'ont rappelé les historiens N. Offenstadt et A. Loez, l'idée même de célébrer une victoire militaire n'a pas tellement de sens au XXIème, à l'heure du Centenaire mondial et mondialisé. La presse internationale¹⁶ a largement relayé cette polémique qui a éclaté quatre jours avant l'invitation faite par la France à 80 chefs d'Etat de venir assister à la commémoration du 11 novembre 2018 à Paris. En parallèle de ce contexte politique aussi tendu qu'inattendu, la commémoration officielle du 8 novembre à Notre-Dame de Lorette prend place dans un parcours présidentiel sur une scène sociale et économique sinistrée du Nord-Pas-de-Calais, avec des visites à Maubeuge (le 8 novembre), à Bully-les-Mines et à Lens pour explorer le plan de lutte contre la pauvreté (le 9 novembre), au contact des Français.

Emmanuel Macron sur le front économique et social : contact ou évitement ?

La région Hauts-de-France est la deuxième région la plus pauvre de France métropolitaine derrière la Corse, avec des taux de pauvreté de 20,2% pour le département du Pas-de-Calais et de 19,1% pour le département du Nord, contre une moyenne nationale de 14,7%¹⁷. La région Hauts-de-France affiche par ailleurs le taux de chômage le plus important de la métropole : 11,5% des actifs sont au chômage¹⁸. Entre fermetures d'usines, liquidations judiciaires, plans sociaux et

¹⁵ Voir en ligne : <https://www.arretsurimages.net/emissions/arret-sur-images/11-novembre-et-on-voudrait-retrecir-tout-ca-a-une-victoire-francaise>

¹⁶ Voir par exemple : <https://www.theguardian.com/world/2018/nov/07/nazi-collaborator-phillipe-petain-world-war-stirs-anger> ; <https://www.nytimes.com/2018/11/07/world/europe/macron-petain-nazis.html>

¹⁷ <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3544861>

¹⁸ <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3371858>

délocalisations, la mutation industrielle a laissé de nombreux ouvriers sans emploi depuis la fin des années 1980. La disparition progressive des bassins d'emploi du textile, du charbon et de la sidérurgie a imposé des reconversions et provoqué des baisses catastrophiques du nombre d'emplois, que les plans de reprise successifs, les créations d'entreprises et le développement du tourisme (notamment le tourisme mémoriel) ne sont jamais parvenus à combler. Ainsi, *La Voix du Nord* titre ce jeudi 8 novembre 2018 : « Emmanuel Macron attendu sur le front économique et social de la région »¹⁹.

Comme l'a énoncé, Patrick Le Hyaric, directeur du quotidien *L'Humanité*, Emmanuel Macron a dû faire face à une « itinérance des cahiers de doléance » au cours de cette semaine. L'Élysée a organisé le parcours mémoriel comme une rencontre avec les citoyens et une prise de contact avec la réalité socio-économique des Français. Pourtant, c'est à l'usine Renault que le Président a décidé de consacrer sa visite sur le terrain économique dans le département du Nord. Le site Renault de Maubeuge emploie 2.200 personnes dont certains employés étaient présents pour accueillir Emmanuel Macron le mercredi 7 novembre, ainsi que le PDG du groupe Renault-Nissan-Mitsubishi Carlos Ghosn²⁰. Ce dernier a présenté au Président Macron les derniers investissements du constructeur automobile Renault, et annoncé un investissement de 450 millions d'euros sur le site, qui viennent s'ajouter au milliard d'euros dans les voitures électriques, déjà annoncé en juin 2018. Le Président a dû faire face à un syndicaliste de Sud Solidaires qui s'est exprimé au milieu de la foule : « Monsieur Macron, vous n'êtes pas le bienvenu ici ! Avec l'augmentation du prix de l'essence, vous reprenez d'une main ce que vous donnez de l'autre »²¹, mais ce dernier a eu peu d'échos du côté de ses collègues. Le Président a répondu à son interlocuteur : « On est là tous ensemble pour réussir ». Le Président a choisi de rendre visite à une usine qui embauche, qui se développe et qui investit, pour « la séquence industrie de son itinérance »²², à Maubeuge où le taux de pauvreté des foyers atteint 35%²³, laissant son Ministre de l'économie se rendre sur les sites menacés de fermeture.

De son côté, Bruno Lemaire s'est rendu dès 7h30 sur le site de l'aciérie Ascoval à Saint-Saulve près de Valenciennes dans le Nord, où les employés ont repris le travail lundi après une semaine de blocage. Bruno Lemaire s'est voulu rassurant : « C'est parce que nous sommes rassemblés que nous allons y arriver, nous avons le même combat. J'espère qu'il y aura une reprise confirmée ». L'usine menacée de fermeture (fabrique des tubes français Vallourec) emploie aujourd'hui

¹⁹ *La Voix du Nord*, 8 novembre 2018, p.3.

²⁰ Une dizaine de jours plus tard au Japon, Carlos Ghosn a d'ailleurs été placé en garde à vue, accusé de malversations financières. En ligne : https://www.lemonde.fr/economie/article/2018/12/06/carlos-ghosn-une-vie-marquee-par-la-demesure_5393351_3234.html

²¹ Voir en ligne : <https://www.nouvelobs.com/politique/20181108.OBS5133/vous-n-etes-pas-le-bienvenu-macron-invective-par-un-syndicaliste-de-renault-a-maubeuge.html>

²² *La Voix du Nord*, 7 novembre 2018, p.4.

²³ Maubeuge, ville de 100.000 habitants dans un territoire enclavé (pas de ligne TGV) et oublié, n'a pas reçu de visite présidentielle depuis 1959. Ibid.

281 métallos. Le groupe franco-belge Altifort est le repreneur déclaré ; la chambre commerciale du tribunal de grande instance de Strasbourg doit se prononcer sur le « plan de sauvetage » le 12 décembre 2018. Bruno Lemaire a aussi déclaré en attaquant ses prédécesseurs du Parti Socialiste : « Nous payons ici des choix de politique économique suicidaires en France, le choix des 35 heures et de la perte de compétitivité. (...) Nous avons allégé la fiscalité des entreprises pour qu'elles puissent investir et rénover. »²⁴



Entre deux visites, à l'usine Renault MSA de Maubeuge et un déjeuner au collège Jules Verne, Emmanuel Macron est attendu par des manifestants. L'objectif d'aller au contact des Français n'est pas déçu car le Président est accueilli par une mobilisation intersyndicale « anti-Macron » d'environ 500 manifestants, contre la politique du gouvernement, l'augmentation du prix du gazole ainsi que le taux de chômage élevé dans la région. Notamment les « gilets jaunes »²⁵ qui s'organisent contre la cherté du carburant pour un blocage national le 17 novembre 2018 sont présents, mais aussi d'autres citoyens qui l'interpellent sur la CSG, sur les petites retraites, et globalement sur les mesures fiscales impopulaires et la baisse du pouvoir d'achat. Un homme d'une cinquantaine d'années interpelle par exemple le Président en prévenant : « Sentez le malaise qui monte de Paris, sentez-le parce que vous allez le sentir le 17 novembre, le gros malaise qui arrive »²⁶. Le Président a également fait quelques haltes dans des bars (voir photographie ci-dessus) et notamment le lendemain, vendredi 9 novembre, à Bully-les-Mines²⁷, où devant des habitués méfiants, il a lancé : « je paie ma tournée » ; la vidéo a fait le tour du web. Comme tout au long de cette semaine de « contact » avec les Français, Emmanuel Macron en tentant d'expliquer sa politique a usé d'un vocabulaire se voulant proche

²⁴ En ligne : https://www.liberation.fr/france/2018/11/08/a-ascoval-bruno-le-maire-tente-de-redonner-un-moral-d-acier-aux-salaries_1690760

²⁵ L'appel à un blocage contre l'augmentation du prix de l'essence a été lancé par une pétition en ligne initiée par Priscillia Ludosky. Cette pétition a déjà atteint 600.000 signatures au moment de la semaine de commémoration du Centenaire de novembre 1918.

²⁶ La journaliste Laurence Duprat présente le décryptage de la semaine d'itinérance mémorielle le samedi 10 novembre 2018 sur BFM TV. En ligne : <https://www.bfmtv.com/mediaplayer/video/florence-duprat-1116263.html>

²⁷ Voir en ligne : <https://france3-regions.francetvinfo.fr/hauts-de-france/nord-pas-calais/pas-calais/bully-mines-emmanuel-macron-visite-surprise-bar-pmu-1241913.html>

du peuple : « je vais pas vous raconter des cracks » ; « l'essence c'est pas bibi » ; « Vous êtes là simplement pour faire le show », tranchant avec le sérieux et le protocole des cérémonies militaires de commémoration du Centenaire de la Grande Guerre. Si le front économique et social a donné lieu à une itinérance chaotique et mitigée, l'itinérance cérémonielle s'est voulue sans accro voire même sans originalité, peut-être bien pour contrebalancer certaines déclarations présidentielles controversées comme celle qui a enflammé le débat public de cette semaine au sujet du Maréchal Pétain ?

2/ L'avant-cérémonie : Retrouvailles d'anciens combattants et de gardes d'honneur

La veille au soir, comme l'ensemble des invité.e.s, je reçois un mail de la préfecture du Pas-de-Calais indiquant que les navettes nous amenant de Liévin jusqu'au site de Notre-Dame de Lorette partiront entre 10h45 et 13h30. Au stade couvert régional de Liévin, les parkings s'emplissent rapidement des voitures du millier d'invité.e.s à la cérémonie de commémoration privée à laquelle assistera le Président de la République. Le contrôle de l'identité de chaque invité.e est effectué par des agents de la préfecture du Pas-de-Calais à l'intérieur du stade de Liévin, situé à environ 7 km de la nécropole nationale de Notre-Dame de Lorette. Trois portiques de sécurité sont installés sur le même mode opératoire que dans les aéroports avec fouilles des sacs et des personnes. Les anciens combattants armés de drapeaux avec armature métallique et pointes dorées posent leur matériel avec leurs clefs, leur portefeuille, et leur smartphone, dans les bacs situés à côté des portiques. L'ambiance est bon enfant ; les invité.e.s plaisantent avec les forces de sécurité, des femmes et des hommes, déployées pour une opération qui semble tranquille, la moyenne d'âge des personnes à contrôler étant sans doute beaucoup plus élevée que d'ordinaire. Toutefois, un jeune garçon âgé d'une dizaine d'années, accompagne son père, garde d'honneur, et effectue un petit reportage : il prend des photographies pendant que son père enregistre ses commentaires à l'aide d'un dictaphone.

J'entre dans le stade aux alentours de 12h30. Une fois passé le portique de sécurité, je patiente aux côtés d'une femme d'une quarantaine d'années qui travaille à la DDCS (Direction départementale à la cohésion sociale) d'Arras. Elle cherche ses collègues qui sont venus en bus depuis leur lieu de travail. Elle a préféré se rendre au stade par ses propres moyens car elle réside à proximité. « On a été prévenus hier, ça devait être seulement la direction mais ils manquaient de monde ». « Ils », c'est la préfecture du Pas-de-Calais. Seule la direction de la DDCS était invitée au départ ; finalement l'invitation a été élargie à certains employés. Dans le bus, je suis assise à côté d'une femme âgée d'environ soixante-dix ans qui est retraitée de la fonction territoriale de la DDTM (Direction départementale Territoires et Mer) de Lens. Elle est heureuse d'avoir été invitée : « c'est l'occasion de revoir les collègues ». Je me présente comme originaire de la région d'Armentières et en mission pour l'Observatoire du Centenaire. Nous discutons de nos villages et de leur position plus ou moins proche de la ligne de front de la première guerre mondiale. Ma voisine explique que la première guerre est « loin maintenant » et que sa famille

garde surtout « la mémoire de l'exode de la seconde guerre mondiale ». Deux gardes d'honneur sont assis à côté de nous ; ils portent un brassard bleu blanc rouge, avec l'inscription : « Garde d'honneur de l'ossuaire Notre-Dame de Lorette ». Ils sont âgés d'environ 60-70 ans et portent tous deux un béret. Celui que je questionne explique en riant que « c'est sa faute » en désignant son voisin s'il est devenu garde d'honneur. Ils ont été conviés hier matin par la préfecture qui les a contactés par téléphone et priés d'assister à la cérémonie.



Juste avant l'arrivée du bus sur le site, un agent de la préfecture, avec un badge « organisation » et un gilet de couleur orange, nous annonce au mégaphone qu'il nous faudra se diriger vers le grand barnum et patienter qu'on nous appelle pour être installés sur le site de la cérémonie, et qu'un café et une collation nous seront offerts en attendant. La navette remonte la petite route qui mène sur les hauteurs de la colline.

Le bus longe le cimetière et les nombreuses croix militaires alignées apparaissent, dominées par la basilique. Nous sortons du bus ; le temps est ensoleillé. Dans le « barnum d'accueil », plusieurs tables sont installées proposant des soft et du café, ainsi que des muffins et des mini-sandwichs. Le buffet est servi par les élèves de l'école hôtelière Beaudimont d'Arras ; les élèves en costume et nœud papillon sont en classe de 1^{ère}, terminale et quelques-un.e.s en BTS, accompagné.e.s de barmen : « on a été choisis », explique fièrement l'un d'entre eux. Il est 13h et la cérémonie est officiellement programmée pour 15h30, ainsi de petits groupes se forment pour bavarder et se saluer : l'interconnaissance est très importante.



Les invité.e.s se regroupent par fonction, corps professionnel ou associatif : les anciens combattants, les élus, les fonctionnaires, les élèves, les journalistes. Les anciens combattants, porteurs de drapeaux et gardes d'honneur les plus âgés sont installés sur des chaises alignées sur toute une longueur du barnum. Les autres invité.e.s sont debout ; les enfants courent

d'un groupe à l'autre, très excité.e.s à l'idée de rencontrer le Président.

J'aperçois une jeune fille, garde d'honneur de 28 ans, en pleine discussion avec deux hommes gardes d'honneur masculins, Paul âgé de plus de 80 ans et Alain âgé d'une soixantaine d'années²⁸. Je m'approche, la jeune fille prend congés des deux hommes et une discussion s'engage alors avec moi. Je présente l'Observatoire du Centenaire ; les deux hommes m'expliquent les différentes catégories qui se superposent parfois entre anciens combattants (d'Algérie pour la plupart), porte-drapeaux, et gardes d'honneur (les plus nombreux). Les gardes d'honneur (voir encadré ci-dessous) sont les gardiens du site. Les femmes ont été admises dans l'association des gardes de l'ossuaire depuis peu et la jeune femme, avec laquelle ils discutaient, leur a exposé son point de vue sur les évolutions qu'elle souhaite apporter à l'association. Elle voudrait proposer des visites en anglais et en allemand. Les deux hommes admettent que lorsque des visiteurs étrangers viennent sur le site ; ils leur montrent le livret traduit en plusieurs langues dont ils disposent, mais ne peuvent pas les renseigner plus en avant. De ce fait, les visiteurs étrangers viennent souvent accompagnés de guides privés qui organisent les visites, ce que les deux hommes disent regretter. Mais le site est public et donc libre d'accès.

Les gardes d'honneur de l'ossuaire



Ceux qu'on surnomme parfois les « passeurs de mémoire » sont 3.620 membres à être recensé.e.s sur le site internet de l'association, dont 73 femmes²⁹. La basilique a d'abord été construite en 1921 (voir photographie p.1). Ensuite, lors de l'inauguration de la Tour Lanterne³⁰ (la « lanterne des Morts », haute de 52 m) en 1925, un service d'ordre a été jugé indispensable au vu du nombre important de visites et l'association a d'abord vu le jour sous l'appellation « Les fidèles servants de Notre-Dame de Lorette », avant d'être officialisée en tant que « Garde d'honneur de l'ossuaire » en 1927.

L'association est organisée en 22 groupes répartis sur le territoire du Nord-Pas-de-Calais. Pour adhérer, il faut présenter une lettre de motivation et être parrainé.e par deux gardes d'honneur. Une petite cérémonie introduit les nouveaux gardes qui reçoivent une carte de membre, un béret, un brassard et les insignes de la Garde d'honneur. La principale mission réside dans la prise d'un tour de garde une à deux fois par an, c'est-à-dire assurer une présence sur le site pour au moins une journée,

²⁸ Ces prénoms sont des pseudonymes.

²⁹ Le site internet : <http://association-du-monument-de-notre-dame-de-lorette.e-monsite.com/pages/la-garde-d-honneur-de-l-ossuaire.html>

³⁰ La première pierre de la Tour Lanterne fut posée par le Maréchal Pétain le 19 juin 1921. Une lampe de 3.000 bougies veille chaque nuit sur les morts.

la Garde d'honneur tenant une permanence du 1^{er} mars au 30 novembre de chaque année. Les gardes sont amenés à surveiller les lieux, à guider les visiteurs, éventuellement à les aider à retrouver la tombe d'un parent.

L'ouverture de la garde de l'ossuaire aux femmes a été actée en mars 2017, à la faveur d'un nouveau conseil d'administration de l'association : « Le nouveau conseil d'administration est très content parce que cela va susciter encore plus de vocations. Et nous serons encore plus nombreux à porter ce devoir de mémoire qui n'a pas de sexe »³¹, s'était enthousiasmé le nouveau vice-président Jacky Lefort. Le nouveau président, le général Bernard Dickès, avait expliqué que les réticences à l'ouverture de la garde aux femmes relevaient plutôt de « la tradition »³² car rien n'empêchait jusqu'alors l'entrée des femmes, dans les statuts de l'association.

Paul, octogénaire retraité d'une multinationale de l'informatique, arbore ses médailles d'Algérie et détaille l'ordre dans lequel elles sont épinglées sur sa veste et la signification de chacune d'entre elles. Il parle de ses enfants qui vivent « dans les îles » et nous montre une photographie de sa jeune épouse sénégalaise sur son smartphone en expliquant qu'ils sont mariés « traditionnellement » (i.e. à la mosquée) et que les trois religions monothéistes sont présentes dans sa famille. Quand un autre ancien combattant d'Algérie vient nous saluer, les deux hommes de la « dernière génération du feu »³³ se déclinent mutuellement leur régiment, la région et la durée de leur affectation en Algérie (18 et 24 mois). Ils évoquent des souvenirs : les tomates qu'ils mangeaient à chaque repas, « les colons français et espagnols », qui leur interdisait de cueillir un seul fruit sur leurs terres et « qui maltraitaient les locaux », expliquent-ils encore. Paul ajoute que parmi ses quatre frères, ils sont trois à avoir effectué leur service militaire au cours de la guerre d'Algérie. Paul est à la fois ancien combattant (les médailles), porte-drapeau (il porte une bannière de cuir), et garde d'honneur (il porte le béret, le brassard et les insignes de la garde).

Lorsqu'est abordée succinctement la polémique autour des propos présidentiels sur Pétain « grand soldat » de la guerre 14-18, les réponses sont rapides mais claires : « il a raison » ; « De Gaulle et Chirac avaient rendu hommage à Pétain aussi » ; « si Pétain était décédé pendant la première guerre mondiale, c'est cette image qu'on aurait gardée de lui ». Mais ils coupent court à cette conversation, ne souhaitant visiblement pas épiloguer plus longuement.



Plusieurs collégien.ne.s viennent les questionner sur

³¹ En ligne : <http://www.lavoixdunord.fr/177428/article/2017-06-13/deja-54-femmes-gardes-d-honneur-notre-dame-de-lorette-et-ce-n-est-qu-un-debut>

³² Voir les oppositions à la candidature de Carine Kumps, refusée à plusieurs reprises, depuis 2014. Ibid.

³³ A ce sujet, voir l'article en ligne de Raphaëlle Branche, « La dernière génération du feu ? Jalons pour une étude des anciens combattants français de la guerre d'Algérie », *Histoire@Politique*, vol.3, 2007, pp.1-10. https://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=HP_003_0006&contenu=article

leur tenue et sur leur fonction. Les deux hommes se plient au jeu en souriant. Les gardes d'honneur tiennent leur tour de garde annuellement, mais se retrouvent aussi aux cérémonies d'enterrement des gardes d'honneur au cours desquelles ils constituent une « haie d'honneur » pour leur rendre hommage. Etant donné leur moyenne d'âge, « c'est souvent », explique Alain. Ce dernier, qui me tiendra compagnie toute l'après-midi, me pousse à interroger la professeure qui accompagne les élèves ; nous l'invitons à se joindre à notre discussion. Cette dernière est professeure d'histoire dans le collège privé Notre-Dame d'Ardres, près de Calais. Elle a passé une dizaine d'appels téléphoniques la semaine précédant la cérémonie, pour tenter d'obtenir des invitations pour ses élèves. Elle a contacté plusieurs mairies, le syndicat d'initiative, l'office du tourisme, avant d'être redirigée vers la préfecture du Pas-De-Calais qui a tout de suite accepté. Elle pense que « les autres n'ont pas dû oser » ; elle est très heureuse de la réussite de cette sortie scolaire. Elle accompagne ainsi 110 collégien.ne.s qui sont en classe de 3^{ème}. La Grande Guerre est au programme d'histoire des classes de troisième et de première. Comme les gardes d'honneur que j'ai rencontrés, qui ont tous reçu un appel téléphonique d'invitation la veille, et les collégien.ne.s dont la visite s'est préparée en quelques jours, la liste des invité.e.s semble avoir été confirmée à la dernière minute. Les élèves des classes de CM1 et CM2 des écoles publiques d'Ablain-Saint-Nazaire et Souchez sont également présent.e.s.

Alain me montre un jeune porte-drapeau d'une quinzaine d'années, proche de nous. Il semble avoir l'habitude d'être interrogé et répond à nos questions facilement en se tenant bien droit. Il est devenu porte-drapeau car son père est président de l'association des anciens combattants de sa ville. Son père, âgé d'une cinquantaine d'années, arrive tout de suite et tient un discours qu'il semble avoir déjà prononcé plusieurs fois aujourd'hui, sur un ton rapide et énervé. Il dénonce « la racaille » mais aussi les jeunes « qui nous rient au nez » quand « on passe avec le tronc au marché » (demande de dons pour l'association), « c'est dramatique ! ». Il dénonce également pêle-mêle « la théorie du genre » enseignée « dans nos écoles, enfin pas chez nous, mais ça arrive », les homosexuels et le « changement de sexe ». Alain me propose assez vite de nous éloigner et nous prenons congé poliment. Alain commente : « souvent, les gardes d'honneur, c'est droite ou extrême-droite, bon pas tout le monde ». Lui-même est devenu garde d'honneur en répondant à une annonce dans le journal, parce qu'il est passionné d'histoire, dit-il. Il travaillait dans la logistique d'une grande entreprise et au moment de la retraite, il s'est engagé dans plusieurs associations : la garde d'honneur, mais aussi les Restos du cœur et une association qui entretient des voitures de collection et organise des tournages de cinéma. Finalement, entre les anciens combattants, les repreneurs des associations d'anciens combattants (voir le père du jeune garçon ci-dessus), les femmes, quelques jeunes, les retraités férus d'histoire, le recrutement sociologique des gardes d'honneur est un petit peu plus divers que ce que j'avais imaginé.

A 14h20, nous sortons du barnum une première fois. On annonce au mégaphone que les porte-drapeaux doivent sortir en premier. Nous patientons une dizaine de minutes ; tout le monde piétine car il fait très froid. Puis, la nouvelle circule que le Président Macron aurait un retard d'environ 1h30 ou 2h et qu'il arrivera plutôt vers 17h ; tout le monde rentre se mettre au chaud. Je m'approche du groupe des journalistes. Ils représentent la « presse régionale », disent-ils, car « les Parisiens »

suivent l'itinéraire présidentiel et arriveront de Maubeuge en même temps que le cortège du Président. Ils et elles sont occupé.e.s à pianoter sur leurs smartphones, à trier leurs photographies, certain.e.s sont installé.e.s plus loin avec leurs ordinateurs portables. Ils assurent une couverture légère de l'avant-cérémonie. Un journaliste de l'*Avenir d'Artois* poste des livetweets et des tweets d'ambiance. Une autre journaliste de la *Voix du Nord* cherche à joindre son collègue à Arras pour l'informer que le Président arrivera en conséquence plus tard à son dernier rendez-vous de la journée (remise de la cravate de commandeur de la légion d'honneur à Léon Fatous, ancien maire d'Arras). Ils sont en plein travail et peu disposés à la discussion. Certains disent que le Président se fait attendre. Enfin, le mégaphone annonce cette fois-ci de façon plus précise l'ordre dans lequel doivent se présenter les invité.e.s. D'abord les Porte-drapeaux, puis les élus, ensuite les enfants, enfin les anciens combattants et les gardes d'honneur. N'appartenant à aucune catégorie, Alain me dit de le suivre, car d'autres gardes d'honneur sont venus accompagnés.

3/ Une cérémonie protocolaire sans surprise

Vers 15h15, nous sortons à nouveau du barnum d'accueil. La foule commence à avancer très doucement ; nous empruntons l'allée qui borde la nécropole. Nous passons devant le « musée vivant 14-18 »³⁴ puis devant l'estaminet Notre-Dame de Lorette³⁵. Le bâtiment de l'estaminet abrite également le secrétariat de l'association des gardes de Notre-Dame de Lorette. Le chemin longe ensuite le bois avant de déboucher sur l'une des artères menant à l'esplanade du site (voir Figure 1).

³⁴ Le site internet : <https://www.musee1418.com/>

³⁵ En 2014, Le restaurateur de l'estaminet du site de Notre-Dame de Lorette avait été sollicité pour le buffet de la cérémonie du Centenaire de 1914 à laquelle le Président Hollande avait assisté, ce qui n'a pas été le cas pour la présente cérémonie. Voir en ligne : https://www.la-croix.com/France/Politique/A-Notre-Dame-Lorette-leffet-centenaire-Grande-Guerre-fait-sentir-2018-11-08-1200981615?from_univers

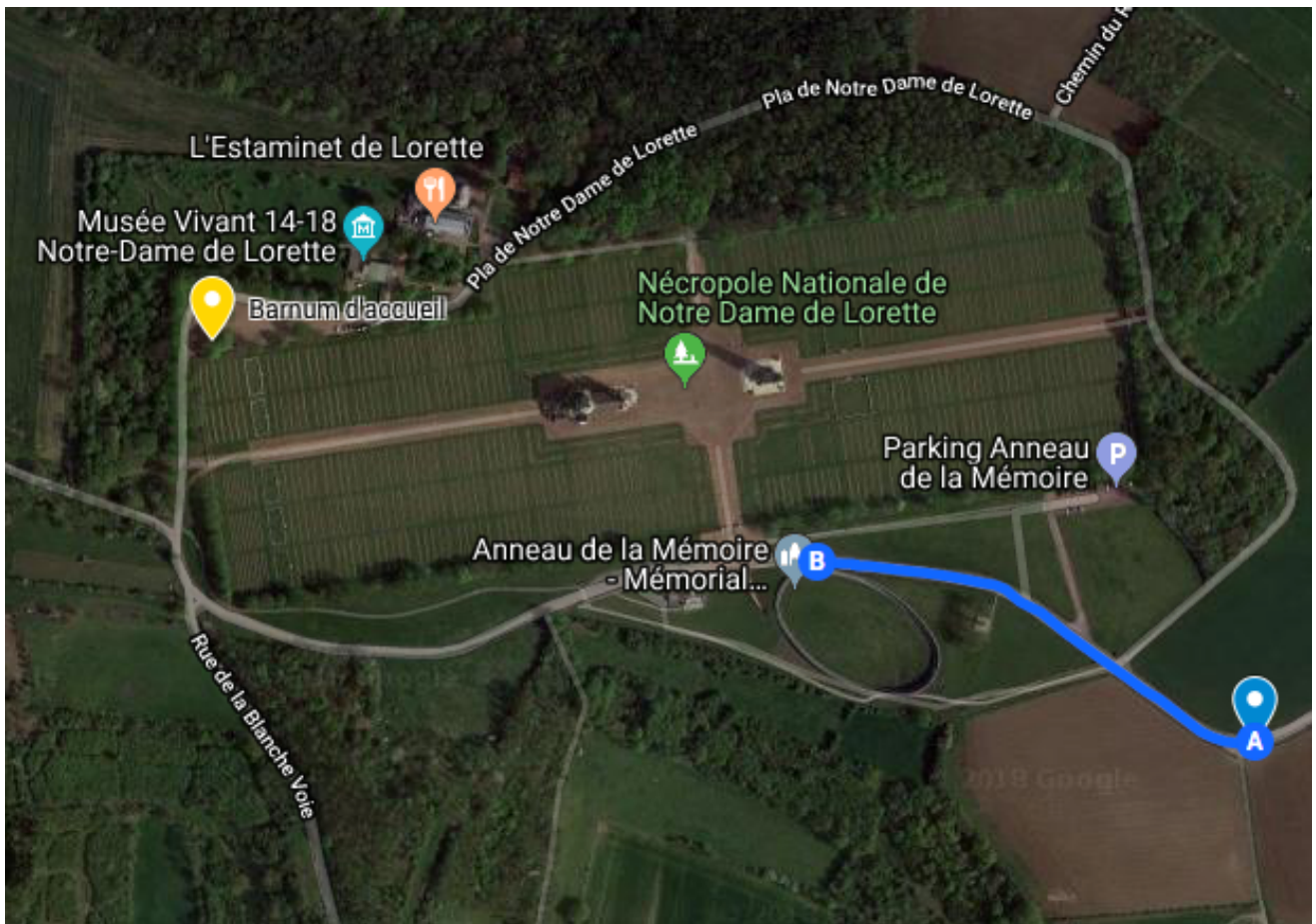


Figure 1 : Vue générale du site : Arrivée du convoi présidentiel du point A au point B



Les porte-drapeaux sont placés en premier par les organisateurs, autour de la Tour Lanterne (en arrière-plan sur la photographie ci-contre, comme indiqué sur la Figure 2). À notre arrivée, les gardes d'honneur sont massés à côté et derrière le carré des journalistes et expriment leur mécontentement. Ils souhaitent rejoindre les porte-drapeaux. Ils demandent à être eux aussi positionnés autour de la Tour Lanterne. Il y a une négociation entre certains gardes et certains chefs de groupe, et finalement une partie des gardes d'honneur est invitée à rejoindre les porte-drapeaux ; je suis ce mouvement de foule (voir photographie ci-contre). Les gardes d'honneur, très nombreux, sont toutefois présents un peu partout parmi le public (représentés en jaune sur la Figure 2). Un film pédagogique

sur la première guerre mondiale est diffusé sur l'écran géant disposé à côté de la Tour Lanterne.

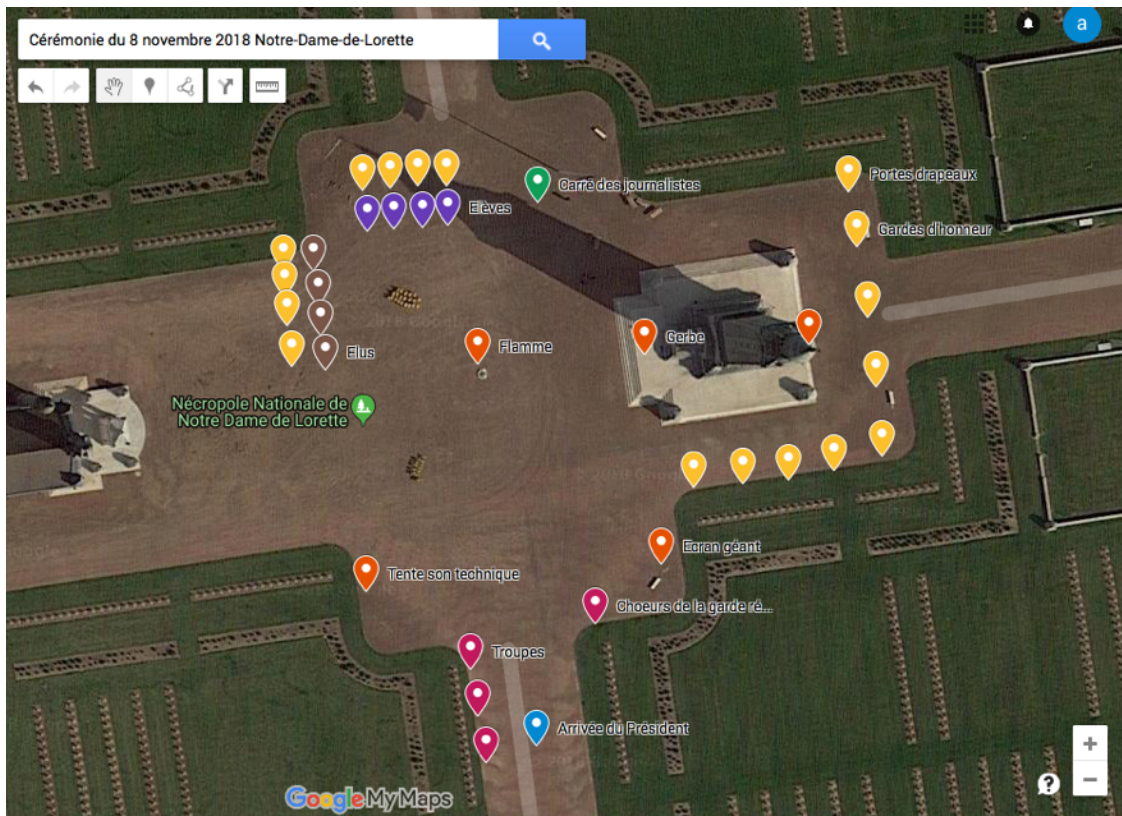


Figure 2 : Organisation spatiale de la cérémonie

A partir de ce moment, je passe pour une garde d'honneur même si certains regards suspicieux semblent me signifier qu'ils ont remarqué que je ne portais ni le brassard bleu-blanc-rouge, ni le béret. Je ne suis pas la seule femme ; j'en remarque une dizaine. Un garde d'honneur âgé d'environ 80 ans serre la main à une femme garde d'honneur postée non loin de moi, puis il entreprend de me serrer la main à mon tour. Il nous félicite ; il dit en souriant qu'« à l'époque » il avait soutenu « des deux mains » car « il faut avancer, les femmes aussi ont leur place ».





L'ambiance est joviale : les gardes et les porte-drapeaux échangent des plaisanteries, se présentent, se serrent la main. Ils discutent des précédentes cérémonies présidentielles, notamment celle à laquelle Nicolas Sarkozy avait assisté en 2009 et celle du 11 novembre 2014, en présence de François Hollande. Nicolas Sarkozy avait passé du temps à se recueillir sur les tombes musulmanes profanées en 2007 et 2008³⁶. Ensuite, il n'avait pas pris le temps de saluer les gardes d'honneur : « Sarkozy avait ignoré tout le monde, ça avait grincé » ; beaucoup gardent ainsi un mauvais souvenir de son passage. François Hollande avait surpris car il avait entrepris de serrer la main à chaque porte-drapeau et chaque garde d'honneur présent (ils étaient au nombre de 800 pour l'inauguration de l'anneau de la mémoire). Certains s'étaient mis en retrait, ne souhaitant pas lui serrer la main. Mais la plupart avaient été agréablement surpris et même satisfaits, car les gardes apprécient les marques de considération pour leur action bénévole, en faveur de la mémoire des combattants de la Grande Guerre, décédés dans la bataille de l'Artois. Chacun se demande comment le Président Macron va se comporter vis-à-vis de la garde d'honneur. Le Président Hollande aura-t-il créé un précédent ?

En attendant, le Président de l'association de la garde d'honneur de l'ossuaire donne des consignes claires adressées directement aux gardes : téléphones sur silencieux, pas de selfies ni de demandes d'autographes au Président Macron, comme certains s'étaient permis de le faire avec le Président Hollande. Les consignes sont données sur un ton autoritaire, moqueur et infantilissant à la fois.

³⁶ Les tombes des combattants musulmans du cimetière de Notre-Dame de Lorette, au nombre de 576 au total, ont été profanées à trois reprises (avril 2007, avril 2008 et décembre 2008). Le 8 décembre 2008, jour de l'Aïd-el-Kébir, 500 sépultures musulmanes, et quelques dizaines de tombes de combattants juifs, ont été recouvertes d'inscriptions à caractère raciste et islamophobe et de croix gammées, par deux hommes militants néo-nazis. Depuis, des caméras ont été installées dans le cimetière. Voir en ligne : <https://fresques.ina.fr/jalons/fiche-media/InaEdu06802/profanation-du-carre-musulman-du-cimetiere-militaire-de-notre-dame-de-lorette.html> et aussi : https://abonnes.lemonde.fr/societe/article/2008/12/08/troisieme-profanation-de-tombes-musulmanes-du-cimetiere-militaire-notre-dame-de-lorette_1128207_3224.html

Pendant ce temps, un silence strict est demandé au microphone à l'ensemble des invité.e.s présent.e.s. Le déroulement de la cérémonie est également annoncé, ainsi que les personnalités présentes : la secrétaire d'Etat aux armées, les hauts-gradés, puis les différentes troupes présentes sont détaillées. Le contexte de la bataille de

l'Artois de
rappelé.
de Lorette
m è t r e s
du niveau
a f a i t
l u t t e s
e n t r e
française

d'octobre
octobre
188.000
s o n t
d u r a n t
a n n é e
100.000
français³⁷.



1915 est
La colline
(1 6 5
au-dessus
de la mer)
l'objet de
acharnées
a r m é e s
e t
allemande
1914 à
1 9 1 5 .
s o l d a t s
m o r t s
c e t t e
d o n t
s o l d a t s

³⁷ Notamment, la seconde bataille d'Artois, entre la crête de Vimy et l'éperon de Notre-Dame de Lorette, en mai 1915 est restée célèbre pour son nombre de pertes côté français. L'attaque par le 33e corps d'armée, commandé par le général Pétain, a représenté un coût humain considérable pour « une grande offensive, sans résultat stratégique majeur », selon Yves Le Maner. En ligne : <http://www.cheminsdememoire-nordpasdecalais.fr/lhistoire/batailles/la-seconde-bataille-dartois-9-mai-juin-1915.html>

15h50 : Le cortège et la voiture du Président sont très attendus ; chacun.e suit des yeux le cortège des bus, voitures noires aux vitres teintées, motos des forces de l'ordre, et cherche à deviner quel véhicule abrite le Président de la République. Environ 200 gendarmes ont été mobilisés autour du site. Sur l'écran géant, la vidéo introductive est interrompue pour laisser place à la retransmission en direct³⁸ de l'arrivée du Président puis de sa visite de l'anneau de la mémoire, qui se déroule à une centaine de mètres de l'esplanade où patientent l'ensemble des invité.e.s (voir Figure 2).

Le tour de l'anneau de la mémoire

Le Président, ainsi que Geneviève Darrieussecq, sont accueillis par une quinzaine d'élu.e.s et deux haut gradés, un général et un amiral, qui accompagneront ensuite la visite présidentielle de l'anneau. Parmi les élus, la sénatrice PCF Cathy Apourceau-Poly, également Sandrine Vanek, sénatrice REM du Pas-de-Calais, le député de Lens, le Maire de Lens, le Président des maires du Pas-de-Calais, le Maire de Souchez, etc. Un bleuet est remis à Emmanuel Macron, offert par une société calaisienne, le groupe Balsan³⁹, entreprise de confection d'uniformes et fournisseur officiel de l'armée française. Le Président Macron s'avance vers Yves Le Maner, suivi par Daniel Percheron.

L'historien Yves Le Maner, qui a occupé une place centrale dans la mise en place de la politique mémorielle du Centenaire dans le Nord-Pas-de-Calais⁴⁰, commence directement sa présentation des lieux en invitant le Président à regarder le bassin minier et la position stratégique de cette colline que les Allemands ont occupé dès le 5 octobre 1914 pendant les premiers combats de la « course à la mer ». Suite à des batailles « d'une violence inouïe », l'armée française parvint à reprendre la « butte sanglante » en mai 1915. Le paysage était « balafé de tranchées, il n'y avait plus un arbre », explique l'historien. Après la guerre, dans les années 1920, l'Etat décide de « mettre en scène la mort de masse qui a touché la nation », selon les mots d'Yves Le Maner, et regroupe ainsi sur le site de Lorette les 150 cimetières situés le long du front entre la Flandre, l'Artois et l'Yser. Ce rassemblement des corps issus de différents cimetières provisoires donne naissance au plus grand cimetière militaire français avec 42.000 corps, la moitié en tombes individuelles pour les corps identifiés, l'autre moitié ayant été placée dans des ossuaires au nombre de huit. Il y eut d'abord de nombreuses visites de familles, notamment pendant l'entre-deux guerres, avec principalement des « pèlerinages de mémoire », mais aussi les prémices d'un « tourisme de mémoire », car les gens souhaitaient se rendre compte de l'étendue des destructions rendues possibles par la modernisation de la guerre. Puis l'oubli s'est installé à partir de la guerre

³⁸ Le Live de la cérémonie est publié sur le twitter de l'Elysée, avec une vidéo de 74 minutes, images filmées par l'Agence d'images de La Défense : <https://twitter.com/Elysee/status/1060546569605472257>

³⁹ <http://www.balsan.fr>

⁴⁰ Voir aussi sur le site de l'Observatoire du Centenaire l'entretien d'Yves Le Maner, réalisé par Nicolas Offenstadt et Anne-Sophie Anglaret : « Entretien avec Yves Le Maner, directeur de la Mission histoire, mémoire et commémorations de la région Nord-Pas-de-Calais », en ligne : https://www.pantheonsorbonne.fr/fileadmin/IGPS/Offenstadt_Pas-de-Calais_Le_Manier.pdf

d'Algérie⁴¹. Dans les années 2010, les choses ont changé. Grâce à l'intervention de Daniel Percheron, l'Etat a signé une convention pionnière en 2011 avec la région Nord-Pas-de-Calais pour créer un programme cohérent pour le Centenaire et répartir les responsabilités⁴². Ainsi, la nécropole, négligée pendant plusieurs décennies, explique Yves Le Maner, a été requalifiée par l'Etat et la création d'un mémorial international, « l'anneau de la mémoire », a été pris en charge par la région. De son côté, la communauté d'agglomération de Lens-Liévin a reçu la maîtrise d'ouvrage d'un centre d'interprétation historique, avec accès gratuit pour la population, à Souchez, au pied de la colline de Lorette : « Lens'14-18 – Centre d'Histoire Guerre et Paix »⁴³, inauguré en 2015. Enfin des chemins de mémoire⁴⁴ (randonnées cyclotouristes et pédestres) ont été mis en place par le comité régional du tourisme pour que les visiteurs puissent découvrir l'ensemble des sites autour d'Arras.

« Unique au monde », explique Daniel Percheron, le site regroupe 70 nationalités. Contrairement à la nécropole qui accueille essentiellement des soldats français, l'anneau affiche les noms de 580.000 soldats de toutes nationalités. Inauguré par François Hollande le 11 novembre 2014, il s'agit d'« un lieu de mémoire unique, fondé sur la réconciliation entre les peuples ».⁴⁵ Depuis sa création, le nombre de visiteurs est à la hausse (250.000 en 2016⁴⁶) ainsi que le nombre de nationalités représentées parmi les visiteurs. L'objectif était de mettre en scène « cette perception de la mortalité de masse qui a frappé les sociétés européennes ».⁴⁷ Les trois personnalités s'avancent ensemble vers l'entrée de l'anneau de la mémoire. Emmanuel Macron questionne sur les intentions de l'architecte Philippe Prost qui a été nommé responsable du projet ; on lui annonce qu'il est présent. L'architecte a voulu symboliser à la fois la fraternité des ennemis d'hier et la fragilité de la paix en Europe avec un anneau en forme d'ellipse d'une

⁴¹ Dans l'entretien donné aux historiens Nicolas Offenstadt et Anne-Sophie Anglaret, Yves Le Maner évoque les raisons structurelles nationales comme la guerre d'Algérie (rejet de la mémoire de l'armée de conscription) à l'effacement de la mémoire de 14-18, mais aussi les causes locales, le Nord-Pas-de-Calais ayant été une grande région économique, sinistrée par la fin du charbon, du textile, de la métallurgie. Op.cit.

⁴² Pour une histoire détaillée de la mise en œuvre d'une politique mémorielle ambitieuse dans le Nord-Pas-de-Calais avec la préparation du Centenaire comme horizon, voir l'article de Dorothee Malfroy-Noël sur le site de l'Observatoire du Centenaire : « Dernier acte du Centenaire 2014 de l'État : Le 11 novembre, une journée de commémoration composite à l'heure des bilans », en ligne : https://www.pantheonsorbonne.fr/fileadmin/IGPS/habillage/pages/seminaires/2015-2016/Malfroy-No%C3%ABl_-_11_novembre_composite_bilan.pdf. Dorothee Malfroy-Noël y décrit la mise en place d'un comité de pilotage, la répartition des responsabilités, et la genèse des projets de création du monument commémoratif de « l'anneau de la mémoire » sur le site de Notre-Dame de Lorette et celui du Centre d'interprétation historique à Souchez.

⁴³ <https://horizon14-18.eu/lens14-18.html>, voir aussi l'article de Nicolas Offenstadt, « Un siècle après les offensives d'Artois (1915). Un musée public 14-18 pour le Nord-Pas-de-Calais », en ligne : <https://www.pantheonsorbonne.fr/fileadmin/IGPS/observatoire-du-centenaire/Offenstadt-Artois.pdf>

⁴⁴ <http://www.cheminsdememoire-nordpasdecals.fr/les-chemins/le-front.html>

⁴⁵ En ligne : <http://www.lavoixdunord.fr/archive/recup%3A%252Fregion%252F11-novembre-a-notre-dame-de-lorette-l-anneau-de-la-ia35b54058n2485027>

⁴⁶ Voir en ligne : https://preprod.la-croix.com/France/Politique/A-Notre-Dame-Lorette-leffet-centenaire-Grande-Guerre-fait-sentir-2018-11-08-1200954921?from_univers=lacroix

⁴⁷ Offenstadt, Anglaret, op. cit., p.9.

circonférence de 328 mètres, représentant une ronde de 500 plaques d'acier de 90 centimètres de largeur et 3 mètres de hauteur chacune. Posé en équilibre instable sur un terrain en dénivelé, les deux tiers de l'anneau sont ancrés dans le sol. « Son porte-à-faux est là pour nous rappeler que la paix demeure toujours fragile »⁴⁸, avait expliqué l'architecte Philippe Prost lors de l'inauguration en 2014. Les plaques sont gravées avec un caractère baptisé « le Lorette », spécialement créé par un graphiste. Toutes les nationalités qui ont combattu pendant la première guerre mondiale sont représentées avec les noms des soldats classés par ordre alphabétique, sans discrimination de nationalité ni de grade.

Parmi ses soldats tombés au cours de la bataille de l'Artois de 1915, il y avait Gaston Basset⁴⁹. Cultivateur à Azincourt, il représente le témoin d'une époque, la Grande Guerre ayant amorcé le déclin des zones rurales, explique Yves Le Maner au Président. Ses trois petites-filles et son arrière-petite-fille sont présentes et se tiennent devant la plaque où est gravée son nom. Le Président va à leur rencontre et la famille présente la vie de leur aïeul et des objets (ceinturon, bouteille de verre, briquet) ayant appartenu à Gaston Basset, et découverts à côté de son corps inhumé en 2012. Une lettre reçue par la famille un siècle plus tôt est lue à haute voix. Elle a été rédigée par un soldat, ami de Gaston Basset, qui était près de lui au moment de son décès et qui explique l'impossibilité de ramener son corps sous le feu allemand. Yves Le Maner explique au Président que des fosses communes de corps inhumés ont été créées par des soldats sur le front, souvent par nationalité (fosse australienne, fosse britannique, etc.) dans le but de les rapatrier et les enterrer dignement plus tard. Mais certaines de ces fosses n'ont été découvertes par les archéologues que des décennies, parfois un siècle plus tard. Une liste 580.000 noms ont été collectés. Tous sont des victimes militaires, à l'exclusion des fusillés qui ne sont pas considérés comme morts pour la France. Trois ensembles principaux de soldats sont représentés. D'abord le monde britannique (Canadiens, Amérindiens, Sud-Africains, Iles britanniques – Anglais, Gallois, Ecossais, Irlandais -, Indiens, Népalais, Australiens,) comporte 300.000 noms. Le deuxième grand ensemble représente les soldats allemands, environ 175.000 noms (dont il manque un grand nombre de noms, les archives allemandes situées à Berlin ayant été détruites par les alliés en 1944 et 1945). Le dernier ensemble est constitué par les soldats français. Ils sont 106.000 originaires de tout l'hexagone, ainsi que des combattants coloniaux, nord-africains et tirailleurs « sénégalais » et des soldats de la légion (des Suisses, des Espagnols, des Juifs russes, des Polonais). Ils sont moins nombreux car ils ont été déplacés vers Verdun en 1916 et ont ainsi laissé le front d'Artois aux soldats britanniques. Il y a ensuite des listes plus petites avec des Belges, des Portugais, des prisonniers russes et roumains. Parmi ces 580.000 noms, on trouve toutes les professions : de nombreux ouvriers chez les Britanniques et les Allemands,

⁴⁸ Dossier de Presse, 2012, en ligne : https://www.onserfdeel.be/frontend/files/userfiles/files/dossier_de_presse_lorette_souchez_def_de_def.pdf

⁴⁹ En ligne : <http://www.lavoixdunord.fr/460316/article/2018-10-01/gaston-basset-et-victor-louvet-itineraires-de-deux-soldats-de-la-grande-guerre>

beaucoup de cultivateurs chez les Français, des instituteurs pour l'encadrement des troupes combattantes, mais aussi des poètes, des écrivains, etc⁵⁰.

Le tour de l'anneau se poursuit ; Yves Le Maner invite le Président à regarder la vue depuis une meurtrière de l'anneau qui ouvre sur un lieu emblématique et fondateur de la nation canadienne : la crête de Vimy. Sans nul doute, le plus « beau monument commémoratif élevé au lendemain de la Grande Guerre », explique Yves Le Maner, le mémorial de Vimy qui domine la colline est d'ailleurs imprimé sur les billets de vingt dollars canadiens. Le groupe s'arrête sur une deuxième meurtrière d'où l'on peut apercevoir le village d'Ablain-Saint-Nazaire. Yves Le Maner présente ensuite au Président, Dave Monk, journaliste à la BBC⁵¹. Le grand-père de Dave Monk, Kenneth Mathewson, était un pilote canadien pendant la Grande Guerre. Dave Monk raconte son histoire. Son grand-père venait d'obtenir son permis de pilote quand il est arrivé ici. Il venait de Montréal, mais il avait vécu un peu à Londres où sa fiancée anglaise était enceinte, ce qu'il ignorait. Le père de Dave Monk vit le jour cinq mois plus tard et sa naissance fut un drame pour la famille méthodiste de la jeune fille qui migra en Australie. Le père de Dave Monk mourut en ayant vu sa mère deux fois et en n'ayant jamais connu le nom de son propre père. Dave Monk a entrepris des recherches sur sa famille paternelle au Canada et en France il y a quelques années. Il explique qu'il a aujourd'hui une merveilleuse famille au Canada avec laquelle il est resté en contact.

Le Président se dirige ensuite vers une troisième famille, qui vient de l'Isère, la famille Mion. « Nous sommes des descendants du soldat Louis Mion », surnommé Joannès, dont on a retrouvé la plaque militaire près du corps, lors de sa découverte en 2016 au cours de fouilles archéologiques départementales⁵². Les enfants de l'école de son village d'origine ont créé une chanson en hommage au soldat Mion qui a été honoré devant le monument aux morts du village. Ces cérémonies autour d'un individu « répondent à une demande très sensible aujourd'hui : ancrer 14-18 dans des histoires singulières ou familiales »⁵³, comme l'explique l'historien Nicolas Offenstadt. Le livre de recherches sur le soldat Mion qui a été édité récemment est remis au Président, qui commente : « c'est l'occasion de redécouvrir une histoire à la fois familiale et collective (...) et de se replonger dans ce qui a été le quotidien de ces hommes ». La journaliste Virna Sacchi rappellera lors de l'interview donnée par le Président de la République dans le 19/20 le soir même sur France 3⁵⁴ que les

⁵⁰ Sur la diversité sociale des soldats et les rapports de classe sur le front, voir l'ouvrage dirigé par François Bouloc, Rémy Cazals et André Loez, *Identités troublées 1914-1918. Les appartenances sociales et nationales à l'épreuve de la guerre*, et notamment le chapitre d'André Loez et Nicolas Mariot : « Brassage des corps et distances sociales : la découverte du peuple par la bourgeoisie intellectuelle dans les tranchées de 1914-1918 », pp.17-32, édition Privat, 2011.

⁵¹ Voir en ligne : <https://www.bbc.com/news/av/uk-england-essex-46151631/president-macron-salutes-bbc-man-s-beautiful-ww1-story>

⁵² En ligne : <https://www.la-croix.com/France/Politique/Louis-Mion-mort-1914-inhume-2017-2017-09-26-1200879896>

⁵³ *ibid.*

⁵⁴ En ligne : <https://france3-regions.francetvinfo.fr/hauts-de-france/direct-regardez-interview-emmanuel-macron-france-3-1571052.html>

quatre arrière-grands-pères d'Emmanuel Macron ont combattu pendant la Grande Guerre. Ce dernier ajoutera : « cette histoire personnelle (...) que des millions de nos concitoyens partagent », renvoyant encore une fois à une expérience à la fois collective et aussi intimement liée aux histoires familiales et personnelles. Le groupe poursuit le tour de l'anneau et le Président explique « en aparté » à Yves Le Maner que son arrière-grand-père paternel, décédé en 1964, est enterré à Authie dans la Somme, à la frontière du Pas-de-Calais, et qu'il ira se recueillir sur sa tombe le lendemain. La visite de l'anneau se termine, elle aura duré environ 35 minutes.

La cérémonie et le protocole

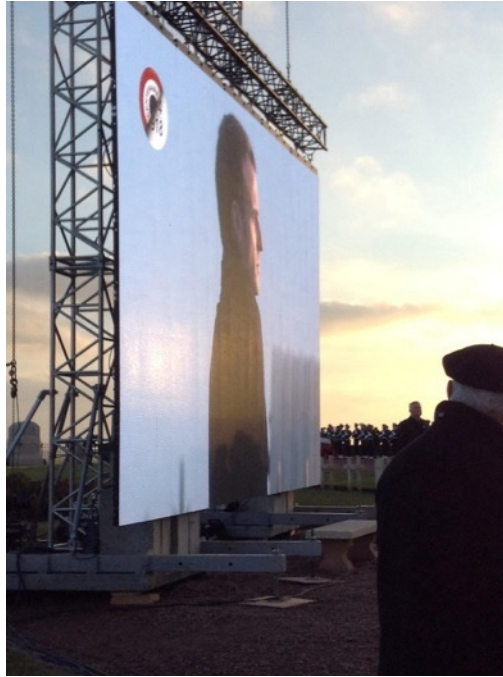
16h45 : Le Président sort de l'anneau toujours entouré de Daniel Percheron et d'Yves Le Maner. Emmanuel Macron est accueilli par une courte partition de clairon. Les élus rejoignent le public et le Président rejoint les troupes militaires. Il se tient face à ses troupes, accompagné de la secrétaire d'Etat auprès de la Ministre des armées, du général et de l'amiral. Un court morceau est joué pour accompagner son arrivée avant d'entonner la Marseillaise. Les troupes sont passées en revue : un détachement inter-armées composé de la Musique de l'infanterie de Lille, d'un détachement des groupements de gendarmerie du Nord et du Pas-de-Calais, d'une section de l'école des fusillés marins, d'une section d'un régiment d'infanterie de Brive-La-Gaillarde, d'une section de la base-arrière de Creil. Le Président remercie. Il s'avance, entre sur le site et vient se placer devant les élus et face à la Tour Lanterne. Il traverse l'esplanade afin de déposer une gerbe de roses bleues, blanches et rouges, au pied de la Tour Lanterne. Il revient ensuite sur ses pas pour procéder au rallumage de la flamme du soldat inconnu. Un air militaire est joué et une minute de silence est observée. La Marseillaise est ensuite chantée par les chœurs de la garde républicaine (voir Figure 2). Emmanuel Macron traverse de nouveau l'esplanade pour contourner la Tour Lanterne et se diriger vers la crypte de la Tour pour un moment de recueillement. Il passe devant les porte-drapeaux puis devant les chefs de sections qui sont postés devant la crypte. Il entre seul dans la crypte pour se recueillir quelques instants.

La chapelle contient 32 cercueils dont l'un d'entre eux renferme le corps d'un soldat inconnu de 1939-1945 (inhumé en 1950), un second celui d'un soldat inconnu d'Afrique du Nord (transféré en 1977), un troisième celui d'un soldat inconnu d'Indochine (1980). Ensuite, un reliquaire contient des cendres de déportés des camps de concentration (depuis 1955). Par ailleurs, 6.000 corps reposent sous la dalle centrale. La Tour Lanterne reflète ainsi l'histoire de l'agrégation des mémoires de guerre : les deux guerres mondiales, puis les guerres coloniales. Le 11 novembre comme journée de commémoration de « tous les morts pour la France »⁵⁵ a été instituée par la loi du 28 février 2012, votée sous la Présidence de Nicolas Sarkozy. Ainsi, cette « loi dissout la spécificité 14-18 du 11 novembre »⁵⁶.

Lorsqu'Emmanuel Macron sort de la Tour Lanterne, il s'installe au pupitre positionné face aux porte-drapeaux, aux anciens combattants et aux gardes d'honneur pour signer le livre d'or.

⁵⁵ Nicolas Offenstadt, 2014, op.cit. p.96.

⁵⁶ Ibid.



Il est environ 17h30 ; le soleil commence à disparaître et le froid s'installe. Nous sommes à l'extérieur, debout, statiques, depuis un peu plus de deux heures et l'assemblée autour de moi commence à s'en plaindre. Les gardes qui m'entourent évoquent 2014 et la cérémonie organisée avec installation de gradins sous tente pour le public et un plaid disponible pour chaque invité, à l'effigie du centenaire, que certains ont d'ailleurs gardé en souvenir. Un garde d'honneur dit en riant : « Je dois aller traire mes vaches moi ! ». Un autre lance : « On aura bien mérité notre whisky ». D'autres espèrent qu'on va « nous payer l'apéro après tout ça ». Un homme très âgé a posé son drapeau et il fait les 100 pas derrière les lignes de ses camarades pour se réchauffer.

Les élèves de CM1 et de CM2 s'en vont ; ils ont secoué leurs petits drapeaux bleu-blanc-rouge pendant toute la cérémonie. Ils n'ont pas eu l'occasion d'être salués par le Président, ce que regretteront certain.e.s invité.e.s. Les commentateurs sur la route du retour diront : « les enfants ont dû repartir, c'était trop long pour eux » ; « le Président ne les a pas salués » ; « pourtant c'est pour eux que c'est important ». Dans le protocole cérémoniel, aucune mise en valeur particulière des enfants n'a effectivement été prévue : ils n'ont pas chanté comme c'était le cas en 2014⁵⁷ et il n'était pas prévu que le Président les salue en premier pour les libérer et leur permettre de rentrer chez eux. Les collégien.ne.s sont resté.e.s plus longtemps que les élèves du primaire. Ils se sont déplacés au niveau du groupe des élus (voir Figure 2) et ils ont pu serrer la main du Président de la République avant de repartir, ce qui les a comblés d'après leur professeure, contactée par mail le lendemain.

⁵⁷ Voir Compte-rendu de Dorothée Malfroy-Noël, op.cit.

Le contact avec les invité.e.s : les salutations individuelles



Après la signature du livre d'or, le Président Emmanuel Macron s'avance et commence par saluer le Président, le vice-Président et le secrétaire de la Garde d'honneur, puis le chapelain de la nécropole, ainsi que les chefs des 22 groupes des gardes d'honneur. Chaque chef se présente (numéro du groupe, ville ou village, parfois nom et prénom, quelques fois l'ancienneté, la profession avant la retraite) et Emmanuel Macron remercie et échange quelques mots à chaque poignée de main. La secrétaire des armées, le général et l'amiral, suivent le Président et serrent les mains à sa suite. Le Président salue ensuite une quinzaine de militaires, la plupart gradés, dont une femme. Il commence à saluer les porte-drapeaux et les gardes d'honneur, ce qui va lui prendre un certain temps car ils sont très nombreux. L'un d'eux lui affirme son soutien : « Ne vous laissez pas embêter par tous ceux qui vous critiquent au sujet du Maréchal Pétain. Vous avez dit exactement ce qu'il faut, je crois, c'est l'histoire de la France ». Ce à quoi Emmanuel Macron répond : « Je le pense aussi, j'ai pas l'habitude de me laisser embêter vous savez. Et des poux on m'en cherche tous les jours » et en tapant sur l'épaule du garde d'honneur qui l'a interpellé, il conclut : « Voilà, il faut rester droit et avancer ».

Emmanuel Macron poursuit son avancée parmi les porte-drapeaux et les gardes d'honneur. Les smartphones sont tous brandis pour prendre la photographie souvenir ; chacun se prépare ou demande à son voisin de prendre la photo rapidement, puisqu'ils ont tous été mis en garde par leur hiérarchie contre les demandes intempestives de selfies. Dans la pratique, l'Elysée ayant conçu cette semaine de commémorations comme un espace pour « prendre la température » et « aller au contact des Français », le Président se prend au jeu et surtout prend son temps pour saluer et échanger quelques mots avec chaque protagoniste. Il remercie les gardes d'honneur d'être présents à chaque cérémonie, il les félicite pour leur « engagement » et leur « mobilisation ». Derrière les rangées de gardes d'honneur, un garde du corps du Président suit son avancée de près. La nuit est complètement

tombée à présent. Chaque invité.e ayant salué le Président est prié de regagner le chemin qui longe le bois pour se diriger vers la sortie et le barnum d'accueil. Ainsi, le nombre des invité.e.s diminue au fur et à mesure que le Président avance parmi les rangées des personnes présentes. Mon acolyte Alain salue le Président ; nous nous dirigeons ensuite vers la sortie de la cérémonie. Nous passons d'abord devant l'entrée de la crypte qu'il souhaite me montrer absolument.



Une femme en uniforme du service de sécurité présidentiel nous autorise à jeter un coup d'œil à l'intérieur de la crypte mais sans y entrer. Nous saluons le concierge (voir photographie ci-dessous). Un des gardes d'honneur qui nous accompagne, bravant l'interdiction qui nous a été faite, pénètre dans la crypte et en fait le tour : « Je fais mon tour de garde, comme d'habitude », dit-il (voir ci-dessous). La femme à l'entrée le laisse faire et nous pénétrons à notre tour, Alain m'explique : « c'est chez eux ». Il détaille la répartition pour le tour de garde : deux gardes à l'intérieur de la Tour Lanterne, deux à l'extérieur, deux à la basilique, quatre à « la barrière » (l'entrée du site) pour relever « les statistiques, si c'est des français, des anglais », et quatre qui circulent dans le cimetière de 9h à 17h, ensuite les caméras prennent le relais.



Nous sortons et rejoignons le barnum d'accueil où les invité.e.s patientent à nouveau. Les navettes entre Ablain-Saint-Nazaire et Liévin accèdent au site de Notre-Dame de Lorette uniquement par la « voie blanche » (voir Figure 1) qui ne permet pas à deux véhicules de se croiser. Les bus ne peuvent pas rejoindre le site par la route principale tant que le Président de la République n'est pas reparti. Le trafic est donc très ralenti. Les organisateurs et organisatrices tentent de rassurer les invité.e.s qui sont massé.e.s à la sortie du barnum. Il n'y a plus ni café ni boisson, ainsi chacun.e aspire à rentrer vite chez soi. Les employé.e.s de la préfecture de Lens et de la sous-préfecture d'Arras expliquent que le Président Macron va quitter le site à 18h15 maximum car il est attendu au musée Lens'14-18 à Souchez pour une interview au 19/20 de France 3 ce soir. Les employé.e.s s'occupent de l'installation et la sécurité du site depuis 8h ce matin. 1200 à 1300 personnes ont assisté à la cérémonie. L'un d'entre eux explique que les difficultés ont été liées au fait que depuis deux semaines, l'Elysée change sans cesse les directives pour l'organisation de l'évènement, mais que « c'était quand même autre chose que Vimy ». En 2017, ils avaient assuré la sécurité de la cérémonie, publique cette fois, du centenaire de la bataille de Vimy, qui avait attiré 20.000 personnes, dont beaucoup d'étrangers⁵⁸. Je les questionne sur le déroulé de la cérémonie de ce jeudi 8 novembre, sur l'absence d'allocution, et sur le fait que le Président reste si tard pour serrer la main de chaque personne présente. Selon eux, « c'était voulu ; c'est le cabinet qui décide », pour rappeler une nouvelle fois que l'organisation a été chaotique : « franchement il y avait des changements tous les jours ».

⁵⁸ Voir le dossier de presse en ligne : http://centenaire.org/sites/default/files/references-files/dossier_de_presse_arras_vimy_version_def.pdf



A 18h35, la route principale est libérée, trois bus arrivent donc en même temps et nous repartons avec ce dernier convoi. Les 3000 bougies de la Tour Lanterne sont maintenant allumées. Je ne vois pas les élu.e.s et demande à Alain s'il les a vus repartir avant les gardes d'honneur. Il rit et en balayant du regard les personnes montées dans le bus s'exclame : « En même temps, ceux d'ici n'ont pas grand-chose à faire ce soir ! », en faisant référence à l'âge des gardes d'honneur, en grande majorité retraités. Un peu avant 19h, le bus fait son entrée dans le stade de Liévin : les invité.e.s se souhaitent une bonne soirée et se dispersent vers les immenses parkings du stade.

En conclusion : un protocole mémoriel classique, une itinérance politique tumultueuse

Le chef de l'Etat est interviewé en direct du Centre d'histoire Guerre et Paix de Souchez pour le 19/20. France 3 annonce « une interview ancrée dans des territoires meurtris par la Première Guerre mondiale mais qui vivent aussi un présent plein de doutes, de colère et de questions ».⁵⁹ Le samedi 10 novembre, Le Monde titre : « une semaine d'« itinérance mémorielle » tortueuse et agitée »⁶⁰ ; Radio France International fustige des « erreurs de communication [qui] gâchent l'itinérance

⁵⁹ En ligne : <https://france3-regions.francetvinfo.fr/hauts-de-france/direct-regardez-interview-emmanuel-macron-france-3-1571052.html>

⁶⁰ En ligne : https://www.lemonde.fr/emmanuel-macron/article/2018/11/10/pour-emmanuel-macron-une-semaine-d-itinerance-memorielles-tortueuse-et-agitee_5381639_5008430.html

mémorielle ». ⁶¹ La journaliste Laurence Duprat évoquera de son côté sur BFMTV : « un front social qui a éclipsé le geste mémoriel ». ⁶²

Si le protocole mémoriel sans vague, sans allocution présidentielle, et également sans invités internationaux de la cérémonie d'Ablain-Saint-Nazaire est apparu consensuel et sans touche personnelle de la part du Président, l'itinérance parallèle qui visait à faire face au front économique et social de la région des Hauts-de-France et à la colère des Français en général a été plus mouvementée. Le Président de la République a déclaré le lendemain, le vendredi 9 novembre : « Il faut aller au contact de la colère, il ne faut pas chercher à l'éviter » et l'Élysée de confirmer cette ligne : « Le bilan qu'on tire de tout ça, c'est qu'on va le faire plus souvent, il faut abattre les frontières entre le Président et les Français ». ⁶³ La semaine a vu s'alterner les discours politiques, les commémorations, les bains de foule, les petites annonces (chèque mobilité) et les grandes propositions (armée européenne⁶⁴), brouillant ainsi le message et le fil conducteur comme l'ont relevé de nombreux journalistes. L'Élysée a voulu imprimer une marque de fabrique du Président Macron qui pourrait être résumée par : moins de commémorations, moins de mémoire officielle, moins de décorations, moins de métropoles, plus de contacts, plus de visites, plus de campagnes, afin d'écouter les colères des Français et de lier les souffrances d'aujourd'hui avec celles d'hier. « Cette itinérance [devait] être l'occasion (...) d'honorer la mémoire des poilus mais aussi d'apporter une réponse aux préoccupations des Français ». ⁶⁵ Il est indéniable qu'au-delà des contacts difficiles du Président avec les citoyennes et citoyens français, les gains d'une portée politique et symbolique de cette semaine ont été largement sabotés par le Président lui-même et ses propos problématiques sur le Maréchal Pétain, qui entrent en totale contradiction avec une approche transnationale et pacifique de la commémoration 2014-2018 de la Grande Guerre, telle qu'elle avait été réfléchie dans le programme du Centenaire. Finalement, l'actualité sociale des mois de novembre et de décembre 2018 feront peut-être regretter au Président Emmanuel Macron d'avoir porté si peu de crédit aux revendications des « gilets jaunes » qu'il aura pourtant croisés tout au long de son itinérance mémorielle et de cette semaine de « contact » avec le peuple de France.

⁶¹ Voir en ligne : <http://www.rfi.fr/emission/20181110-erreurs-communication-itinerance-memorielle-france-macron-grande-guerre>

⁶² Décryptage de la semaine d'itinérance mémorielle le samedi 10 novembre 2018 sur BFMTV. En ligne : <https://www.bfmtv.com/mediaplayer/video/florence-duprat-1116263.html>

⁶³ En ligne : https://www.lemonde.fr/emmanuel-macron/article/2018/11/10/pour-emmanuel-macron-une-semaine-d-itinerance-memorielle-tortueuse-et-agitee_5381639_5008430.html

⁶⁴ Interviewé par le journaliste Nikos Aliagas dans la matinale d'Europe 1, le mardi 6 novembre 2018, Emmanuel Macron a plaidé pour une défense commune et une armée européenne, ce qui a d'ailleurs provoqué la colère de Donald Trump, le Président Macron ayant évoqué la nécessité de se protéger de la Russie. Voir le résumé en ligne : https://www.francetvinfo.fr/monde/usa/presidentielle/donald-trump/projet-d-armee-europeenne-on-vous-resume-la-passe-d-armes-entre-macron-et-trump_3027555.html

⁶⁵ En ligne : https://www.lemonde.fr/emmanuel-macron/article/2018/11/10/pour-emmanuel-macron-une-semaine-d-itinerance-memorielle-tortueuse-et-agitee_5381639_5008430.html

***Observatoire du
Centenaire***

Université de Paris I